CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
L
17-12-1987
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 31 août 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'instauration et la collation des brevet de patron au dragage et brevet de second pour la navigation de dragage", a donné le 2 décembre 1987 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 31 augustus 1987 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de instelling en de toekenning van het brevet van schipper ter baggervaart en van het brevet van stuurman voor de baggervaart", heeft op 2 december 1987 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention du Gouvernement sur le fait que l'absence du contrôle qu'il appartient au Parlement d'exercer en vertu de la Constitution, a pour conséquence que le Gouvernement ne dispose pas de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

+

EXAMEN DU TEXTE.

INTITULE.

Il est proposé de rédiger l'intitulé comme suit :

"Arrêté royal relatif au brevet de patron au dragage et au brevet de second pour la navigation de dragage".

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

L'article 4 de la loi du 5 juin 1972 sur la sécurité des navires, confère au Roi le pouvoir de fixer des prescriptions relatives aux aptitudes physiques et aux brevets qui peuvent être exigés du capitaine et de l'équipage. Cet article a été modifié par l'arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983.

Il y a donc lieu de compléter l'alinéa 1er du préambule par les mots : "... notamment l'article 4 modifié par l'arrêté royal n° 241 du 31 décembre 1983;".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Il serait plus logique d'ordonner les dispositions de cet article en indiquant d'abord le champ d'application de l'arrêté en projet et en consacrant un article distinct aux brevets instaurés par le projet.

Le texte suivant est proposé :

"Article 1er.-

Par navigation de dragage, au sens du présent arrêté, il faut entendre la navigation dans les eaux maritimes belges et en mer à l'intérieur d'une zone limitée à 30 milles marins à partir d'une côte, à bord de navires de dragage mus par leurs propres moyens de propulsion et habituellement employés ou destinés à l'exécution de travaux de dragage.

Article 2.-

Il est instauré :

1° un brevet de second pour la navigation de dragage qui atteste l'aptitude à faire fonction, en cette qualité, de chef de quart à bord de navires de dragage;

.../...

2° un brevet de patron au dragage qui atteste l'aptitude à commander un navire de dragage".

Article 2 (devenant l'article 3).

Paragraphe 1er.

Dans la phrase introductive, les mots "Sans porter préjudice aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté" doivent être omis.

Au 2°, les mots "ce qui est stipulé dans" doivent être omis. De plus, l'intitulé exact du texte français de l'arrêté royal du 4 juin 1965 est : "approuvant le règlement relatif à la délivrance des diplômes de conducteur au radar pour le Rhin".

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° justifier d'au moins 24 mois de navigation effective de pont à bord de navires de dragage, par une attestation de l'employeur précisant les fonctions exercées et leur durée;".

Au 4° du texte français, il convient de mentionner l'arrêté royal du 20 juillet 1973 avec son intitulé exact qui est : "portant règlement sur l'inspection maritime".

.../...

Paragraphe 2.

Alinéa 1er.

Dans la deuxième phrase du texte français, il y a lieu d'écrire "néerlandaise ou française".

Alinéa 2.

Mieux vaudrait écrire, dans le texte français :

"A la demande d'inscription sont joints, sous peine de nullité, les documents suivants :".

Au 2°, il convient d'écrire : "une copie certifiée conforme du diplôme de conducteur au radar".

A la fin du 2°, il y a lieu d'omettre les mots "de cet article".

La même observation vaut pour le 3° et le 4°.

Paragraphe 3.

Le mot "derniers" est superflu et doit être omis.

De plus, dans le texte français, mieux vaudrait écrire : "la date d'ouverture de la session d'examen" au lieu de "la date fixée de l'ouverture de la session d'examen".

A la fin du paragraphe, le mot "valablement", qui est inutile, doit être omis.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire "voorafgaande aan de datum" au lieu de "voorafgaandelijk de datum".

Article 3 (devenant l'article 4).

Paragraphe 1er.

Les mots "Sans préjudice aux dispositions de l'article 5 de cet arrêté" doivent être omis.

La fin du paragraphe serait mieux rédigée comme suit : "... et justifient de 36 mois de navigation effective à bord de navires de dragage dont 18 mois en qualité de second, chef de quart".

Paragraphe 2.

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° une attestation de l'employeur précisant les fonctions exercées et leur durée;".

Au 4°, il y a lieu de remplacer les mots "article 2" par "article 3" et de supprimer les mots "du présent arrêté".

Paragraphe 3.

Il y a lieu d'écrire "... n'ait encouru au cours des six mois précédant ...".

.../...

Article 4 (devenant l'article 5).

Paragraphe 1er.

1. Conformément à l'usage, il y a lieu d'écrire "§ 1er" et de remplacer les tirets par 1°, 2° et 3°.

2. Il existe une discordance entre le texte français qui porte "organisés" et le texte néerlandais qui utilise le mot "afgenomen".

3. Il y a lieu de relever que l'arrêté en projet ne fixe aucun critère dont le Ministre aurait à tenir compte lors de la nomination du président.

La même observation vaut pour l'article 5 (devenant l'article 6), § 2.

4. Le texte figurant au deuxième et au troisième tiret doit être rédigé comme suit :

"2° deux membres représentant les employeurs de la navigation de dragage;

3° deux membres représentant les travailleurs de la navigation de dragage".

.../...

Paragraphe 2.

De l'accord du délégué du Ministre, il y a lieu de compléter l'alinéa 1er par les mots "de l'industrie du dragage".

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

La première phrase de l'alinéa 2 serait mieux rédigée comme suit : "La date de l'examen doit ... (la suite comme au projet)".

La deuxième phrase serait mieux rédigée comme suit : "Les demandes d'inscription ne sont prises en considération que si elles sont parvenues à l'Administration de la marine quinze jours avant l'ouverture de la session d'examen. Les demandes tardives sont reportées à la session suivante".

Paragraphe 3.

La disposition prévoyant un droit d'inscription est dépouvue de base légale. En effet, les examens prévus par le projet sont étrangers à la matière de l'enseignement maritime et ne peuvent, dès lors, s'autoriser des dispositions de l'article 13 de la loi sur l'enseignement maritime, coordonnée le 20 septembre 1960.

.../...

Article 5 (devenant l'article 6).

La rédaction suivante est proposée pour le paragraphe 1er :

"§ 1er. Une commission d'évaluation est chargée de déterminer :

1° l'équivalence existant entre d'autres brevets nautiques et ceux qui sont instaurés par le présent arrêté, la commission pouvant faire dépendre ... (la suite comme au projet);

2° le temps de navigation à bord de navires de dragage que doivent accomplir les candidats porteurs d'un titre nautique jugé suffisant mais ne pouvant justifier d'une expérience nautique;

3° le niveau des connaissances théoriques nautiques acquises par les candidats à l'obtention du brevet de patron au dragage qui, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, ont déjà fait fonction de patron ou de chef de quart à bord de navires de dragage.

A l'égard des candidats visés à l'alinéa 1er, 3°, elle décide quelles épreuves complémentaires doivent être subies devant la commission d'examen. Ces candidats doivent, en tout cas, subir un examen portant sur la connaissance de l'anglais, des règlements de navigation, de la réglementation professionnelle et de la communication, comme il est indiqué dans l'annexe I au présent arrêté

.../...

Article 6 (devenant l'article 7).

Le début de l'article serait plus correctement rédigé comme suit :

"Les brevets instaurés par le présent arrêté cessent d'être valables dès que leur titulaire n'a plus le certificat d'aptitude physique prévu par l'article 3, § 1er, 4°. Ils sont délivrés ...".

Dans la dernière phrase de l'article, les mots "instaurés par cet arrêté", qui sont inutiles, doivent être omis.

Article 7 (devenant l'article 8).

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Ceux qui exercent à bord de navires de dragage une fonction pour laquelle est exigé un brevet instauré par le présent arrêté, dont ils ne sont pas titulaires, sont punis des peines prévues à l'article 21 ...".

Article 8 (devenant l'article 9).

1. La disposition qui fait rétroagir l'arrêté en projet au 1er septembre 1987, est contraire au principe général de non-rétroactivité des actes administratifs et, en outre, elle viole, en tant qu'elle s'applique à l'article 7 (devenant l'article 8) du projet, l'article 2 du Code pénal et l'article 7 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

.../...

2. L'alinéa 2 de l'article, qui contient la formule exécutoire, doit, conformément à l'usage, faire l'objet d'un article distinct.

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht van de Regering op het feit dat de ontstentenis van de controle die het Parlement krachtens de Grondwet moet kunnen uitoefenen, tot gevolg heeft dat de Regering niet over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Voorgesteld wordt het opschrift als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende het brevet van schipper ter baggervaart en het brevet van stuurman voor de baggervaart".

.../...

AANHEF.

Eerste lid.

Artikel 4 van de wet van 5 juni 1972 op de veiligheid der schepen verleent de Koning de bevoegdheid voor het bepalen van de voorschriften betreffende de lichamelijke geschiktheid en de brevetten die van de kapitein en de bemanning kunnen worden vereist. Dat artikel is gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 241 van 31 december 1983.

Het eerste lid van de aanhef behoort dus te worden aangevuld met de woorden : "... inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 241 van 31 december 1983;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Het zou logischer zijn de bepalingen van dat artikel in dier voege te ordenen dat eerst de werkingssfeer van het ontworpen besluit wordt aangegeven en dat een afzonderlijk artikel wordt besteed aan de brevetten die door het ontwerp worden ingesteld.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

.../...

"Artikel 1.-

Onder baggervaart in de zin van dit besluit moet worden verstaan het varen, in de Belgische zeewateren en op zee binnen een gebied beperkt tot 30 zeemijl uit een kust, met baggerschepen die door hun eigen voortstuwingsmiddelen worden voortbewogen en gewoonlijk gebruikt worden of bestemd zijn voor het uitvoeren van baggerwerken.

Artikel 2.-

Ingesteld worden :

1° een brevet van stuurman voor de baggervaart dat de bekwaamheid aantoont om in die hoedanigheid aan boord van baggerschepen dienst te doen als hoofd van de wacht;

2° een brevet van schipper ter baggervaart dat de bekwaamheid aantoont om het bevel over een baggerschip te voeren".

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

Paragraaf 1.

In de inleidende volzin moeten de woorden "Onverminderd het bepaalde in artikel 5 hierna" vervallen.

In 2° moeten de woorden "hetgeen bepaald is in" vervallen. Bovendien luidt het juiste opschrift van de Franse tekst van het koninklijk besluit van 4 juni 1965 : "approuvant le règlement relatif à la délivrance des diplômes de conducteur au radar pour le Rhin".

.../...

Het zou beter zijn de bepaling onder 3° als volgt te redigeren :

"3° het bewijs leveren van ten minste 24 maanden effectieve vaart aan dek van baggerschepen, aan de hand van een attest van de werkgever waarin de uitgeoefende functies en de duur ervan worden aangegeven;".

In 4° van de Franse tekst behoort het koninklijk besluit van 20 juli 1973 te worden vermeld met zijn juiste opschrift dat als volgt luidt : "portant règlement sur l'inspection maritime".

Paragraaf 2.

Eerste lid.

In de tweede volzin van de Franse tekst moet worden geschreven "néerlandaise ou française".

Tweede lid.

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven :

"A la demande d'inscription sont joints, sous peine de nullité, les documents suivants : ".

In 2° behoort men te schrijven : "een voor eensluidend verklaard afschrift van het radardiploma".

.../...

Aan het einde van 2° behoren de woorden "van dit artikel" te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor 3° en 4°.

Paragraaf 3.

Het woord "laatste" is overbodig en moet vervallen.

In plaats van "voorafgaandelijk de datum" zou men moeten schrijven "voorafgaande aan de datum".

Bovendien zou het beter zijn in de Franse tekst te schrijven : "la date d'ouverture de la session d'examen" in plaats van "la date fixée de l'ouverture de la session d'examen". Aan het slot van de paragraaf behoort het woord "geldig", dat overbodig is, te vervallen.

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Paragraaf 1.

De woorden "Onverminderd het bepaalde in artikel 5 van dit besluit" moeten vervallen.

Het zou beter zijn het slot van de paragraaf als volgt te stellen : "... en het bewijs leveren van 36 maanden effectieve vaart op baggerschepen, waarvan 18 maanden als stuurman, hoofd van de wacht".

.../...

Paragraaf 2.

Het zou beter zijn de bepaling onder 3° als volgt te redigeren :

"3° een attest van de werkgever waarin de uitgeoefende functies en de duur ervan worden aangegeven;".

In 4° zouden de woorden "artikel 2" vervangen moeten worden door "artikel 3" en zouden de woorden "van dit besluit" moeten vervallen.

Paragraaf 3.

Er dient te worden geschreven :

"... gedurende de zes maanden voorafgaande aan de aanvraag ...".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Paragraaf 1.

1) Zoals gebruikelijk is, zou men de streepjes moeten vervangen door 1°, 2° en 3° en zou men in de Franse tekst "§ 1er" moeten schrijven in plaats van "§ 1".

2) Er is een discrepantie tussen de Franse tekst waarin "organisés" staat en de Nederlandse tekst die het woord "afgenomen" gebruikt.

3) Op te merken valt dat het ontworpen besluit geen enkele maatstaf aanlegt waarmee de Minister rekening zou moeten houden bij het benoemen van de voorzitter.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 5 (dat artikel 6 wordt), § 2.

4) De tekst onder het tweede en het derde streepje moet als volgt worden geredigeerd :

"2° twee leden die de werkgevers uit de baggervaart vertegenwoordigen;

3° twee leden die de werknemers uit de baggervaart vertegenwoordigen".

Paragraaf 2.

Het eerste lid zou moeten worden aangevuld met de woorden "van de baggerindustrie". De gemachtigde van de Minister is het daarmee eens.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te stellen :

"De voorzitter organiseert examenperiodes naargelang van de behoeften van de baggerindustrie".

Het zou beter zijn de eerste volzin van het tweede lid als volgt te stellen : "De datum van het examen moet ten minste tien dagen vóór de opening van de examenperiode schriftelijk worden bekendgemaakt aan de kandidaten die een geldige aanvraag tot inschrijving hebben ingediend".

.../...

Het zou beter zijn de tweede volzin als volgt te redigeren : "De aanvragen tot inschrijving worden maar in overweging genomen als zij vijftien dagen vóór de opening van de examenperiode bij het Bestuur van het Zeewezen zijn ingekomen. Te laat ingediende aanvragen worden tot de volgende examenperiode uitgesteld".

Paragraaf 3.

Voor de bepaling die een inschrijvingsrecht voorschrijft is geen rechtsgrond voorhanden. De door het ontwerp in uitzicht gestelde examens hebben namelijk niets uitstaande met de aangelegenheid van het zeevaartonderwijs en kunnen bijgevolg niet steunen op de bepalingen van artikel 13 van de wet op het zeevaartonderwijs, gecoördineerd op 20 september 1960.

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Voorgesteld wordt paragraaf 1 als volgt te stellen :

"§ 1. Een beoordelingscommissie wordt belast met het bepalen van :

1° de gelijkwaardigheid van andere nautische brevetten met die welke bij dit besluit worden ingesteld. De commissie ... (voorts zoals in het ontwerp);

2° de vaartijd welke aan boord van baggerschepen moet worden doorgebracht door kandidaten die houder zijn van een voldoende geachte nautische akte maar niet kunnen aantonen nautische ervaring te bezitten;

.../...

3° het peil van de opgedane nautische theoretische kennis bij kandidaten voor het brevet van schipper ter baggervaart die vóór het van kracht worden van dit besluit, reeds dienst hebben gedaan als schipper of als hoofd van de wacht aan boord van baggerschepen.

Ten aanzien van de in het eerste lid, 3°, bedoelde kandidaten beslist zij welke aanvullende proeven voor de examencommissie dienen te worden afgelegd. Die kandidaten moeten in ieder geval examen afleggen over de kennis van het Engels, de scheepvaartreglementen, de beroepsregelen en de communicatie, zoals aangegeven is in de bijlage I bij dit besluit".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Het zou beter zijn het begin van het artikel als volgt te redigeren :

"De bij dit besluit ingestelde brevetten houden op geldig te zijn van het ogenblik af dat de houder niet meer het certificaat van lichamelijke geschiktheid bezit dat voorgeschreven is bij artikel 3, § 1, 4°. Ze worden in naam van ...".

In de laatste volzin van het artikel moeten de woorden "ingesteld bij dit besluit", die overbodig zijn, vervallen.

.../...

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

Het zou beter zijn het artikel als volgt te stellen :

"Zij die aan boord van baggerschepen een functie uitoefenen waarvoor een bij dit besluit ingesteld brevet vereist is maar dat niet bezitten, worden gestraft met de straffen bepaald in artikel 21 ...".

Artikel 8 (dat artikel 9 wordt).

1) De bepaling die het ontworpen besluit doet terugwerken tot 1 september 1987, is strijdig met het algemene beginsel dat bestuurshandelingen geen terugwerkende kracht hebben. Zij schendt bovendien, voor zover zij toepassing vindt op artikel 7 (dat artikel 8 wordt) van het ontwerp, het bepaalde in artikel 2 van het Strafwetboek en in artikel 7 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens.

2) Aan het tweede lid van het artikel, dat het uitvoeringsformulier bevat, moet zoals gebruikelijk is een afzonderlijk artikel worden besteed.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

P. FINCOEUR, conseillers d'Etat,
R. ANDERSEN, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. C. ROUSSEAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. C. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.